

Adomeit, Hannes, Bordman, Robert (Eds.), *Foreign Policy Making in Communist Countries*, New York, Praeger Publishers, 1979, 172 p.

Stanislav Kirschbaum

Volume 12, Number 3, 1981

L'Europe et le système monétaire international

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701253ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701253ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Kirschbaum, S. (1981). Review of [Adomeit, Hannes, Bordman, Robert (Eds.), *Foreign Policy Making in Communist Countries*, New York, Praeger Publishers, 1979, 172 p.] *Études internationales*, 12(3), 604–605.
<https://doi.org/10.7202/701253ar>

l'approche des besoins fondamentaux et ceux qui paraissent plutôt insister sur l'analyse des causes du sous-développement ou du mal-développement.

Toutefois, il s'agit là d'une opposition qui, au fond, n'a pas lieu d'être car elle semble reposer en bonne partie sur une ambiguïté. En effet, la lecture des textes montre, comme c'est souvent le cas, que l'on ne parle pas de la même chose. On a souvent l'impression que c'est moins l'approche des besoins fondamentaux telle que définie par Galtung et Preiswerk qui est mise en cause par ses contradictions que celle articulée et mise en application par la Banque Mondiale.

Or, il nous semble que ces deux stratégies n'impliquent pas la même chose malgré certaines affinités. C'est pourquoi il est impérieux que soient définis avec la plus grande rigueur les concepts et les termes-clefs utilisés par l'approche des besoins fondamentaux proposée par Galtung et Preiswerk. Si on y arrivait, on se rendrait compte assez facilement que l'ABF peut coexister et être même complémentaire aux analyses structurelles des causes du sous-développement. Ainsi, l'ABF, appartenant au domaine de la stratégie, pourrait se révéler un complément naturel à l'analyse des causes qui, elle, réside dans la sphère de l'explication.

Le désir d'agir et celui de comprendre sont tous les deux légitimes et nécessaires. Continuer à les opposer n'aurait aucun sens. Car pendant ce temps, l'incendie qui consume une partie de la ville pourrait l'embraser totalement. Et personne n'y échapperait... même pas l'équipe des Cahiers.

Gordon MACE

*Département de science politique
Université Laval*

ANALYSE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE

ADOMEIT, Hannes, BOARDMAN, Robert (Eds.), *Foreign Policy Making in Communist Countries*, New York, Praeger Publishers, 1979, 172 p.

Cet ouvrage collectif se veut une étude comparative du processus de prise de décision en politique étrangère dans quatre pays communistes : l'URSS, la Chine, la Roumanie et l'Allemagne de l'Est. Deux chapitres supplémentaires, dont un qui traite du problème de l'analyse comparative en politique étrangère communiste et l'autre qui, en conclusion, offre des perspectives de recherches, complètent ce petit volume.

Le premier chapitre fait un tour d'horizon de la problématique générale que pose l'étude des systèmes communistes, et, à plus forte raison, leur politique étrangère. Les deux auteurs, Adomeit et Boardman, reconnaissent aussi qu'il existe des problèmes dans l'analyse comparative de la politique étrangère en général. Ceci dit, et malgré les problèmes, l'accent est mis sur la comparaison afin justement de faire ressortir, tant sur le plan empirique comme sur le plan théorique, les éléments qui aident non seulement à comprendre davantage la politique étrangère communiste mais aussi le processus même de prise de décision en politique étrangère (*foreign policy making*). Les essais qui suivent sont fidèles dans l'ensemble à deux thèmes principaux : les questions d'organisation du processus de prise de décision et le facteur qui offre une certaine autonomie dans ce processus, à savoir les questions économiques.

L'étude de Hannes Adomeit sur la politique étrangère soviétique examine les mécanismes internes du processus de prise de décision, tels qu'ils sont influencés par la visée globale de la politique étrangère soviétique. L'auteur reconnaît que l'idéologie et la puissance économique et militaire restent dans l'ensemble les forces motrices de la politique étrangère soviétique, mais ce qui décide vraiment des paramètres de cette politique, c'est le jeu interne de la bureaucratie où groupes et

intérêts se disputent les priorités. Deux groupes sont primordiaux, le parti et les militaires. Ces deux groupes ne peuvent toutefois pas ignorer l'importance du facteur économique où d'autres groupes interviennent dans le débat ; Adomeit reconnaît en conséquence que la dichotomie éperviers-colombes qui est souvent proposée comme le facteur explicatif de toute décision prise ne suffit pas pour expliquer chaque décision.

Il est clair que les modèles d'organisation qu'on peut évoquer pour tenter de comprendre le processus de prise de décision en politique étrangère ne peuvent être satisfaisants. Aussi Adomeit examine-t-il la question de succession pour essayer de comprendre la direction future de cette politique. L'auteur a sans doute raison de signaler que c'est dans la succession que se situe l'avenir de la politique étrangère soviétique et que le parti reste ainsi l'institution fondamentale dans le processus de prise de décision.

Le chapitre de Robert Boardman sur la Chine miroite dans une certaine mesure le précédent. L'importance de l'idéologie est soulignée et le facteur organisationnel est examiné avec attention. La différence se situe dans la perception de l'environnement, des menaces et des occasions qu'a la Chine pour jouer un rôle sur la scène mondiale. Ce chapitre, comme le dernier, soulève les problèmes de l'étude du processus de prise de décision en politique étrangère que l'analyse comparative peut aider à surmonter.

Ce sont les deux chapitres sur la Roumanie et la République démocratique allemande, en mettant l'accent sur l'importance de l'aspect économique, qui permettent de valoriser le rôle de l'analyse comparative. L'étude de Jeanne Kirk Laux signale que l'option économique a joué et continue de jouer un rôle primordial dans les choix que font les hommes politiques roumains en politique étrangère. Les aspects organisationnels sont présents tout comme en URSS et en Chine mais ils sont aussi directement influencés par les choix économiques opérés. Ainsi un chef communiste comme Ceaucescu peut-il non seulement consolider sa position, mais aussi poursuivre une politique de nationalisme protecteur dans

les années 60 et d'intégration sélective dans les années 70.

Là où les Roumains ont réussi dans la réalisation de leur politique étrangère, à savoir une certaine indépendance vis-à-vis de Moscou, les Allemands de l'Est ont été, par contre, toujours obligés d'équilibrer les besoins de leur société avec les exigences politiques soviétiques. Au début des années 60, Pankow réajustait ses structures économiques pour une plus grande efficacité mais au dépens du commerce avec l'URSS. Dès 1965, sous pression de Moscou, un réajustement devait se faire et ce n'est qu'en 1971 avec le remplacement d'Ulbricht par Honecker que le tournant eut lieu.

Cette période illustre l'importance des options économiques dans la politique étrangère de l'Allemagne de l'Est. Cet essai de Peter Marsh illustre fort bien cet entrelacement. Il note d'ailleurs dans sa conclusion : « la R.D.A. ne s'est pas comportée dans la période de 1963 à 1971 comme un « État satellite », comme elle est souvent décrite. Son comportement reflétait le jeu complexe des pressions intérieures et internationales dont les plus évidentes étaient la réforme économique, la légitimité nationale limitée et les exigences de l'Union soviétique ».

Ces essais sont d'abord de bons exposés de la politique étrangère des quatre pays communistes choisis. Dans la mesure où ils furent réunis dans un ouvrage et dans un but d'analyse comparative, ils font ressortir ici et là les éléments similaires tout comme les particularités et permettent ainsi de mieux saisir le processus de prise de décision en politique étrangère dans un régime communiste. Mais tous les auteurs reconnaissent, comme il est d'ailleurs souligné dans le dernier chapitre, que nos connaissances sont limitées tant pour des explications globales comme pour la comparaison. Mais l'effort en vaut la peine et c'est le mérite de cet ouvrage collectif de vouloir chercher à montrer la voie.

Stanislav KIRSCHBAUM

*Département de science politique
Collège Glendon, Université York.*